

Atelier de Formation des Formateurs en Enrichissement de la Farine

Dakar, Senegal
7-10 Décembre 2009



Flour Fortification Initiative
A Public-Private-Civic Investment in Each Nation



Helen Keller
INTERNATIONAL

SYSTEME NATIONAL DE CONTROLE DE LA REGLEMENTATION

Structure organisationnelle, Rôles et
Responsabilités

AFRIQUE DU SUD
La Réalité Actuelle et Une Vision
pour le Futur
Philip Randall

Bref aperçu du marché

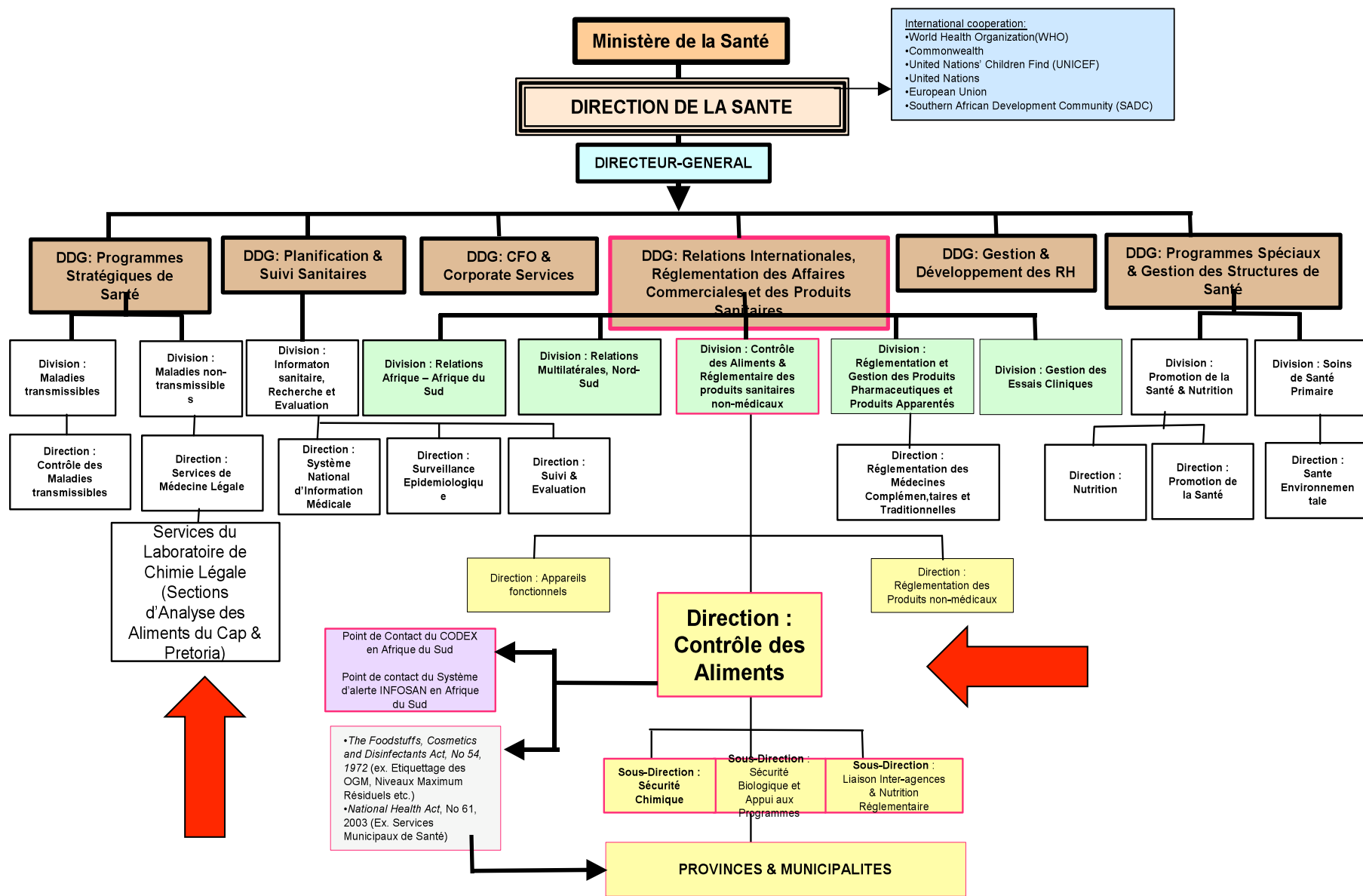
		Montant des ventes 2005 – Milliards de \$ US
Aliments	et	20,51
Boissons	Total	
	Viande, Poisson, Fruits, Légumes et Huiles	4,78
	Produits laitiers	1,73
	Produits des moulins	3,32
	Autres Produits Alimentaires	5,39
	Boissons	5,23

Source: Statistiques Sud Africaines 2006 – Taux de Conversion 1 \$ = 7.5 Rands (ZAR)
 Dans le contexte, la valeur totale des produits fabriqués en Afrique du Sud était de 112,93 milliards US \$

La Réalité

Faible connexion entre le Contrôle
des Aliments et les Laboratoires
d'analyse des Aliments

Organigramme



Laboratoires alimentaires

- Il n'y a que 2 laboratoires dans le pays
- Equipement vieux
- Sérieux déficit de personnel
- Manque chronique de compétences
- Des salaires non compétitifs sur le marché
- Faible temps d'exécution pour les analyses

Multiplicité des autorités de régulation et des réglementations

- Ministère de l'Agriculture – Céréales, Bétail, Poisson, etc. – Les aliments “Non transformés”
- Ministère de la Santé – Tous les aliments “transformés”
- Eaux & Forêts – Ministère de l'Agriculture
- Semi-public – Bureau Sud Africain de Normalisation (SABS) – poisson en conserve; Office de Contrôle des Exportations de Produits Périssables (PPECB) – exportations
- Autorités des Provinces, Métropoles & Districts

- Plus de 16 réglementations différentes relatives aux aliments adoptées à travers diverses décisions du Parlement
- Il existe des règlements locaux
- Des lois anciennes permettent à tout “emballage scellé” d’être considéré comme échantillon et le “chimiste officiel” a toujours raison

Trois Sphères Gouvernementales

- Nationale : responsable de la coordination générale et de l'organisation des Plans d'échantillonnage, de la Réponse d'urgence aux maladies transmises par les aliments etc.
- Provinciale : responsabilités au niveau de la Province même. Certaines sont très actives, d'autres très faibles
- Municipale : Idem
- Nationale : ne peut rien dicter aux autorités provinciales ou municipales, ne peut que "demander"

- Les laboratoires de contrôle des aliments rendent compte au “Client”, c’est à dire à la Province ou à la Municipalité, mais ne font pas ampliation aux Autorités Nationales.
- Les Services Portuaires de la Santé sont maintenant sous la tutelle des Autorités Provinciales et non sous celle des Autorités nationales (il s’agit de la seule autorité frontalière à ne pas dépendre des autorités nationales)

Le Système actuel

- 1 Autorité de Contrôle des Aliments au niveau national
- 9 Autorités Provinciales, ayant chacune un Bureau Portuaire de la Santé
- 52 Autorités de contrôle des aliments au niveau des Municipalités et/ou Districts

- Parmi les Autorités chargées de la réglementation, on compte les Ministères/Directions de la Santé, de l'Agriculture et des Eaux et Forêts
- Au moins 16 réglementations différentes relatives aux aliments

Province	Service	District Municipalités	/
Eastern Cape	Serv. Port. Santé	7	
Western Cape	Serv. Port. Santé	6	
Northern Cape	Serv. Port. Santé	5	
KwaZuluNatal	Serv. Port. Santé	11	
Free State	Serv. Port. Santé	5	
Mpumalanga	Serv. Port. Santé	3	
Gauteng	Serv. Port. Santé	6	
North West	Serv. Port. Santé	4	
Limpopo	Serv. Port. Santé	5	

Pourquoi un Service Portuaire de la Santé dans des Provinces non-côtières?

- Tous les aliments n'entrent pas par voie maritime (voie aérienne ou terrestre)
- Système de permis de détention prolongée; schéma dans lequel on peut par ex. laisser un container rempli d'aliments partir du Cap pour être vérifié à Bloemfontein. Ce maillon faible fait souvent l'objet d'abus.
- Restriction sur les mouvements de certaines marchandises, notamment le bétail, d'une Province à une autre.

Conséquences de l'Enrichissement

- Les Inspecteurs se focalisent sur les cibles “faciles”, par exemple les grands moulins, ce qui fait que le respect de la législation au niveau des petits moulins –qui alimentent les groupes les plus vulnérables – est considéré comme faible.
- Le Contrôle des Aliments ne fait pas le suivi des préparations préliminaires (abordé ultérieurement)
- Les ventes de préparations préliminaires sont en baisse. Changement de régime alimentaire ou absence de conformité ?

Une Vision pour le Futur

Selon une Etude approfondie

- Réformer le système d'organisation pour favoriser une chaîne de responsabilité / hiérarchique directe, c'est à dire que les Laboratoires de contrôle des Aliments ne soient plus sous la tutelle de la Chimie médico-légale (qui dépend du Ministère de la Justice)
- Donner au Service de contrôle des aliments un accès direct au Service Portuaire de la Santé, notamment pour les conseiller sur les problèmes qui se posent à l'intérieur du pays et liés à l'origine probable d'importation

- Que les Ports soient contrôlés à travers un système qui implique les Services des Douanes & Accise
- Renforcer le Système de “détention prolongée” et les poursuites en cas de non-respect des législations ; actuellement les faits faisant acte de poursuites le sont en tant que “non-respect des dispositions relatives aux revenus”

- Coordonner les résultats d'analyse et étudier au niveau central ; que chaque enquête, plainte ou analyse (tout ce qui est payé avec l'argent de l'Etat) fasse l'objet d'une ampliation à un Système central responsable de la complilation des données, de l'analyse des tendances, de la cartographie des données et de la diffusion des résultats.
- Un Système similaire pour faire un travail prospectif, c'est à dire procéder à une alerte précoce en cas de menace liée aux aliments dans d'autres pays.

- Augmenter le nombre de laboratoires à 3
- Augmenter les salaires et ensuite augmenter le personnel de 40 personnes
- Mettre en place une “Unité d’élite” pour les réponses rapides, l’élaboration des méthodes etc.
- Viser la conformité avec la norme ISO 17025 par le biais de l’accréditation “technique”

- La Conformité de l'Enrichissement des aliments est considérée comme un des principaux domaines qui requièrent l'attention
- La capacité des laboratoires doit passer à 24.000 contrôles par an (12.000 analyses d'échantillons et 12.000 analyses *ad hoc*)
- Disperser les laboratoires pour en faciliter l'accès ; rendre tous les laboratoires autonomes dans les 5 ans

- Des outils d'information pour les Inspecteurs, c'est à dire :
- - Exigences en termes de taille des échantillons, conservation et transport.
- - Temps d'analyse, suivi des échantillons et interprétation des résultats par rapport à la législation
- - Les raisons possibles d'une non-conformité
- - Réaction des médias
- Une section des Questions les plus fréquentes pour les consommateurs, notamment pendant et après les campagnes médiatiques